

Colloque

La Résistance revisitée

Le débat autour de la "notion de résistance" continue d'opposer la classe politique luxembourgeoise, les associations patriotiques et les historiens.

"Les courants politiques et la Résistance: Continuités ou ruptures?" Tel est le sujet d'un colloque international d'historiens organisé par les "Archives Nationales" du Luxembourg en collaboration avec le "Centre d'études et de documentation Guerre et sociétés contemporaines" (CEGES) de Bruxelles et le "Centre Universitaire de Luxembourg" à l'Hôtel de Ville d'Esch-sur-Alzette du 24 au 26 avril 2002.

Plus de 60 ans après le début de la seconde guerre mondiale le débat autour de la "Résistance" et de la période d'occupation allemande semble connaître un intérêt nouveau tant auprès du grand public qu'auprès de la jeunesse luxembourgeoise, qui aimeraient enfin connaître toute la vérité sur cette période troublée de l'Histoire. La présentation récente de la pièce de théâtre "Resistenz – Ass Wourecht dat, wat bleift?" par le groupe de lycéens "Namasté" au théâtre municipal d'Esch-

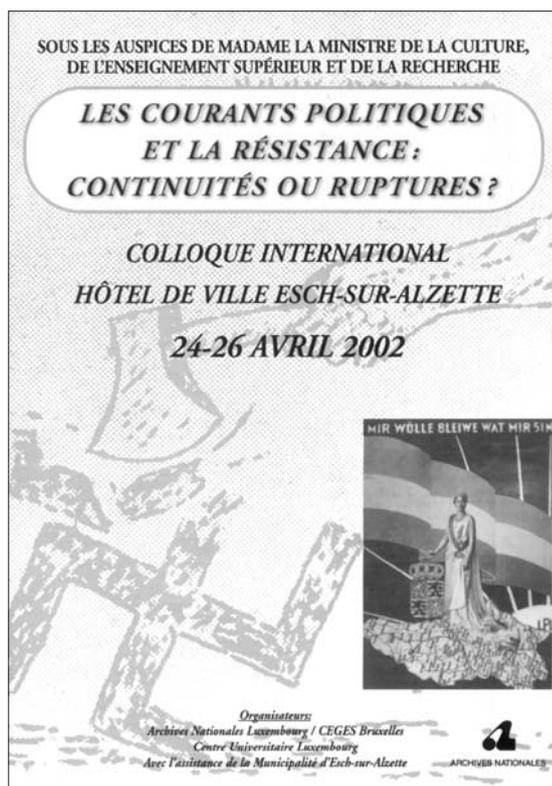
sur-Alzette et son succès auprès du public semble en tout cas confirmer ces vues.

Le débat autour de la "notion de résistance" continue également d'opposer la classe politique luxembourgeoise, les associations patriotiques et les historiens, les uns voyant dans l'action de la Résistance surtout une lutte patriotique pour libérer le territoire national d'une occupation étrangère (résistance patriotique), les autres y incluant également le combat politique et idéologique contre le régime nazi, commencé bien avant l'occupation allemande (résistance idéologique).

Dans les pays voisins, la question de la "notion de résistance" a été largement débattue dans le passé par les historiens, qui se sont finalement mis d'accord pour y inclure les deux concepts (patriotique et idéologique).

Cette "notion de résistance" n'a jamais été discutée au Luxembourg par des spécialistes, la version officielle concernant la "Résistance" étant celle de la lutte patriotique de notre pays contre l'Allemagne qui a conduit, au lendemain de la guerre, à l'affermissement de son indépendance face aux puissances étrangères. Pourtant le titre de "résistant", défini par le règlement g.-d. du 14 mars 1968, retient explicitement dans son article 2, comme acte de résistance, l'insoumission à l'ennemi et à son régime.

L'interprétation de cet article donne lieu aujourd'hui à matière de réflexion, voire de contestation. En effet, l'opposition au régime nazi doit-elle être confinée uniquement à la période de la guerre ou doit-elle également englober la période d'avant-guerre au cas où une telle "résistance" aurait existé? Voilà une question centrale que devront se poser les historiens luxembourgeois, qui auront également comme tâche de vérifier, si le combat de la Résistance au Luxembourg s'est borné à une simple lutte patriotique, ou s'il peut être défini également comme un engagement contre le régime et l'idéologie nazis. Il s'agira ensuite de comparer ces analyses avec celles des historiens étrangers invités au colloque.



Le débat semble d'autant plus intéressant que les hommes politiques mettent aujourd'hui leurs concitoyens en garde, avec une belle constance, contre les dangers d'une recrudescence de l'extrême-droite en Europe, en se référant explicitement aux événements de la seconde guerre mondiale et à la lutte contre le régime nazi, cette dernière référence reflétant clairement leur priorité de vouloir faire échec, à l'avenir, à tout retour d'un quelconque régime totalitaire.

La première partie du colloque sera consacrée aux courants politiques et idéologiques face aux défis des années 30 et de l'occupation allemande.

Pour le Luxembourg il s'agira d'une part d'analyser l'évolution de l'identité nationale et ses enjeux politiques et idéologiques au sein de la société de l'entre-deux-guerres et d'expliquer d'autre part la position des divers courants politiques (Droite et Extrême-Droite; Parti libéral; Parti socialiste; Parti communiste) face aux défis de la politique nationale et internationale des années 30. Y a-t-il eu continuité ou rupture dans l'action de certains courants politiques avant et pendant la guerre ?, telle est une autre question importante à laquelle tenteront de répondre les historiens luxembourgeois, alors que des historiens français, belges et néerlandais analyseront la situation de leurs pays pendant cette même époque.

La deuxième séance sera consacrée à la "notion de résistance" et aux courants idéologiques et sociologiques au sein de la Résistance.

Les historiens français, belges, allemands et italiens évoqueront soit les courants idéologiques au sein de la Résistance, soit feront le point sur les discussions menées dans leurs pays autour de la "notion de résistance" et sur les conclusions auxquelles elles ont abouti. De leur côté les historiens luxembourgeois tenteront d'analyser en détail le concept de résistance patriotique et idéologique.

La troisième partie du colloque traitera des sociétés d'après-guerre, des courants idéologiques et de la mémoire de la Résistance.

Comment le souvenir des événements de la guerre et plus spécialement celui de la Résistance a-t-il été transmis officiellement au lendemain de la guerre, tant par les autorités publiques que par les associations patriotiques et les organes officiels de la Résistance, qui se sont formés après la guerre? Comment ce souvenir est-il perçu aujourd'hui par la population et surtout par les jeunes? Quelles sont les conditions indispensables pour éveiller l'intérêt auprès des générations qui n'ont pas connu cette période sombre de notre histoire nationale ?, voilà quelques questions auxquelles tenteront de répondre les historiens pendant ce colloque.

La participation au colloque se fait uniquement sur invitation, vu le nombre limité de places disponibles. Pour toute participation éventuelle, veuillez contacter les Archives Nationales (Serge Hoffmann) au 478-6661.

Serge Hoffmann

Le programme détaillé du colloque peut être consulté sur le site internet de *forum*:
www.forum-online.lu

Unter dem Titel:

„Die Diktatur der Gene: Biotechnik zwischen Machbarkeit und Menschenwürde“

wird Dr. theol. Dietmar MIETH,
Professor für Theologische Ethik an der Universität Tübingen,

auf Einladung des „Service diocésain des personnes ayant un handicap“ (S.P.H.) in Zusammenarbeit mit dem „Info-Video-Center“

am 2. Mai 2002, um 20.00 Uhr,

einen öffentlichen Vortrag im Centre Convict (Salle Rheinsheim),
5, avenue Marie-Thérèse - L-2132 Luxembourg

halten.

Das Thema:

Die biomedizinische Forschung bewegt sich mit hohem Tempo. Die Versprechungen sind groß: Heilung von Krankheiten durch Forschung an Stammzellen, für die menschliche Embryonen als Rohmaterial dienen; Auswahl von genetisch belastenden Embryonen auf Wunsch der Eltern; ...

Ab wann werden die Wunschträumen nach einem besseren, gesünderen, erfolgreicherem Leben zu Alpträumen, schleichen sich eugenische Gedanken durch die Hintertür wissenschaftlicher Forschung? Wie werden sich dabei das Bild vom Menschen und die Werte der Gesellschaft verändern?

Dietmar Mieth wird versuchen aufzuzeigen, wo die moralische Problematik liegt und wie wir zu einem verantwortungsbewußten Umgang mit dem, was Menschen wissenschaftlich zu erreichen vermögen, kommen können.

Der Referent

Dr. theol. Dietmar Mieth, Professor für theologische Ethik an der Universität Tübingen, Begründer und Sprecher des Ethikzentrums der Universität Tübingen, langjähriges Mitglied der Ethikkommission der Europäischen Union (1994-2001). Beratend tätig in den unterschiedlichen Fragender Biomedizin und der Gentechnik, seit 2000 Mitglied der Embryonenschutz-Protokollgruppe für die europäische „Menschenrechtskonvention zur Biomedizin“. Reiche Publikations-tätigkeit über Themen der interdisziplinären Ethik.